



Secteur conventionnel, fonction publique, médico-social, hospitaliers et territoriaux, cela fait des années que l'on nous en demande toujours plus et que l'on nous en donne toujours moins pour le faire. Aujourd'hui nous sommes à bout, c'est une question de survie, il va falloir dire stop !

Le 25 Juin, toutes et tous en action !

Nos patron-nes, nos directrices et directeurs, nos gouvernant-es :

-considèrent que ce n'est pas assez de bloquer nos salaires depuis des années, faisant fi de la pénibilité et des qualifications, ils tirent de plus en plus de salariés vers la pauvreté ou les incitent à fuir nos secteurs.

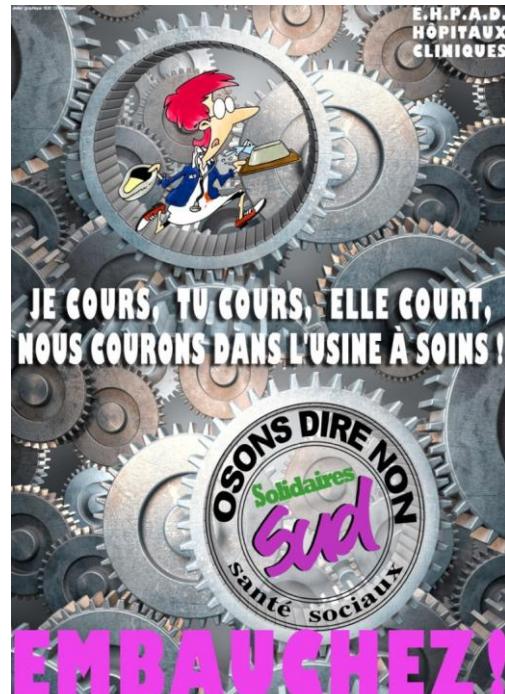
-considèrent que ce n'est pas assez que nous usions notre santé physique et mentale au travail et veulent nous imposer toujours plus de « productivité ».

-n'en finissent pas de concentrer leur pouvoir pour être à même de nous imposer leur politique autoritaire à travers la fusion d'associations, les Groupements ou Communautés Hospitalières de Territoire, Superrégions... et devenir lointains et intouchables.

Alors même que notre activité au quotidien contribue à soulager, soigner, accompagner, éduquer.

Que l'on soit personnel soignant, éducatif, technique ouvrier ou administratif tous nous consacrons notre travail à tenter au quotidien de rendre meilleure la vie de nos semblables.

Cette responsabilité sociale est notre fierté, et nos directions n'hésitent pas au chantage et à prendre la conscience de cette responsabilité en otage pour nous en demander, nous en imposer toujours plus.



Nous ne pouvons pas aller plus loin, nous sommes déjà allés trop loin.

Perte d'espérance de vie, perte de vie familiale et privée, dépression, burn-out, cancers, suicides, pathologies osseuses, articulaires ou métaboliques, troubles de l'humeur et du sommeil, angoisse... sont devenu le lot commun de nos professions.

Aujourd'hui nous payons cher, très cher, trop cher une politique qui n'a que faire de l'humain, qui ne sait parler qu'économie, crise, austérité et ceci au profit d'une minorité, elle, qui n'en finit pas de se gaver de dividendes, retraites chapeau et autres stocks options.





L'austérité n'existe pas pour les banques et les capitalistes.

Elle n'existe, elle n'est artificiellement créée, que pour nous transformer en esclaves et sacrifier à la privatisation ce qui reste du Service Public et du Privé non lucratif ou associatif.

Le 25 juin, dans nos boîtes, nos villes nos régions et le plus nombreuses et nombreux à Paris il va falloir faire du bruit.

Du bruit pour éveiller les consciences de nos collègues qui ne sont pas encore mobilisés, du bruit pour alerter les usager-ères qui ne sauraient pas encore qu'elles et ils pâtissent de cette politique autant que nous.

Du bruit pour faire entendre que nous ne continuerons pas sur cette voie et qu'après la mobilisation du 25 juin si nous ne sommes pas entendu-es, nous reviendrons à l'automne, plus nombreuses et plus nombreux, plus déterminé-es que jamais pour les obliger à changer de cap.

- Pour une semaine de 4 jours de travail en 32h, et 3 nuits en 30h.
- Pour des effectifs qualifiés en nombre suffisant pour remplir nos missions.
- Pour des formations professionnelles rémunérées, élaborée par les professionnels de terrain, en alternance.
- Pour des rythmes et une organisation de travail déterminée par les personnels, sur le terrain avec un encadrement de proximité issu du rang.
- Pour l'abandon des politiques économiques qui nous oppriment et pour une politique sociale soucieuse de la vie des citoyens.

Le 25 Juin, dans la rue et dans les établissements, secteur conventionnel, fonction publique, médico-social, hospitaliers et territoriaux, toutes et tous nous exigeons d'en finir :

- avec les politiques d'austérité,
- le pacte de responsabilité,
- les lois Bachelot et Macron, et la future loi de santé
- la casse des métiers du social et la réingénierie des professions

Paris le 22 /06/2015

